Document generated on 04/28/2024 11:23 a.m.

Études internationales

Choucri, Nazli. *Energy and Development in Latin America : Perspectives for Public Policy*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 240 p.

Michel Duquette

Volume 14, Number 2, 1983

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701527ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701527ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Duquette, M. (1983). Review of [Choucri, Nazli. *Energy and Development in Latin America : Perspectives for Public Policy*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 240 p.] *Études internationales*, *14*(2), 390–392. https://doi.org/10.7202/701527ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

l'armée, c'est-à-dire la protection du territoire national contre la traditionnelle menace d'Haïti et contre l'infiltration castriste, se ramène à l'affrontement périodique de guérilleros formés en petites bandes. La troupe, néanmoins, sert particulièrement de force de répression sévère frappant les adversaires politiques surtout durant les six premières années de la présidence de Balaguer. Celui-ci triomphe sans peine d'une conspiration ourdie en 1971 par le brigadier général Elias Wessin y Wessin et d'une tentative d'invasion menée en 1973 par le colonel Francisco Caamaño Deñó. Il parvient à instaurer sa domination incontestée en opposant l'une à l'autre des factions militaires rivales comme, surtout, celle du général Neit Nivar Seijas et celle du général Enrique Pérez y Pérez. Les élections de mai 1978, mettant le PR aux prises avec le PRD, donnent cependant une victoire décisive au parti d'opposition. Quand le dépouillement du scrutin favorise dès l'abord le candidat *perredeista* Antonio Guzmán, quelques généraux font interrompre ce dépouillement et un *golpe* paraît en cours. Mais la réaction prudente des chefs politiques, l'opposition unanime du public à une intervention militaire, et les pressions bien nettes de Washington amènent l'armée à se raviser. L'inauguration de Guzmán s'opère, sans problème, le 16 août 1978. Cet autre président social-démocrate va-t-il pouvoir compter sur l'adhésion des forces armées, une nouvelle loi organique donnant une permanence de deux ans à de hauts officiers *balagueristas* tout juste nommés par Balaguer? La forte influence exercée par le « Groupe du 19 mai » – officiers qui ont fait le 19 mai 1978 profession d'apolitisme, de professionnalisme et d'institutionnalisme – de même que la ferme prudence du nouveau chef d'État plus habile qu'il n'y paraissait à première vue, semblent avoir eu raison pour le moment du caciquisme dirigé par les militaires et qu'avaient utilisé à leur profit Trujillo puis Balaguer.

L'auteur ne prévoyait pas que l'année suivant la publication de son livre, en juillet 1982, Guzmán allait trouver la mort. Puisque le PRD est quand même resté au pouvoir, le *golpismo* n'en ayant pas profité pour resurgir et l'ancien compétiteur et membre du Sénat Salvador Jorge Blanco accédant à la présidence, l'optimisme de G.P. Atkins s'avère de bon aloi. Sa conclusion (p. 147) nous prévenait, du reste, des multiples possibilités que recèle l'avenir politique de la République Dominicaine. Basée sur une recherche à laquelle échappe en bonne partie la documentation écrite, cette étude relativement fouillée ignore peut-être l'influence négative là-bas du colonialisme nord-américain. Elle préfère sans doute souligner la plaie du caciquisme combattu par les États-Unis. Le jeu subtil des relations publiques dans une petite nation des Caraïbes y est expliqué du moins avec beaucoup de nuance et de rigueur.

Jean-Marie LONCOL

Département d'histoire,
Université de Montréal

CHOUCRI, Nazli. *Energy and Development in Latin America: Perspectives for Public Policy*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 240 p.

Au début des années 80, le monde se remet péniblement de la grande « crise de l'énergie » qui, à partir de 1973, devait si complètement ébranler ses bases économiques traditionnelles. L'arme du pétrole, brandie un temps contre les nations les mieux nanties, a obligé le système international à un effort de réflexion et d'adaptation qu'il n'était disposé à entreprendre qu'à reculons, sous la pression des circonstances, et en utilisant pour ce faire des canaux déjà existants: le rôle de l'État entrepreneur en particulier, et des formules anciennes, comme le rationnement et la hausse des prix. À cette occasion, on a beaucoup parlé de la capacité planificatrice des États; on a soutenu que des vecteurs appropriés, généralement de concertation, entre représentants du secteur privé et des divers gouvernements, permettraient l'émergence « spontanée » de « réponses » ponctuelles au « défi » énergétique. Mais cette approche en termes de « structure » avait ses lacunes. À force de dire, de répéter et de réécrire ce qui n'étaient au fond que des incantations et des voeux, on dirait qu'on a épuisé le genre. Dix

ans après le premier choc de 1973 et quatre ans après le second, occasionné par la guerre Iran-Iraq, le lecteur attentif garde de toute cette nouvelle littérature sur l'énergie un goût étrange, un sentiment indéfinissable où se confondent faiblesses méthodologiques et confusion théorique. L'ouvrage abordé ici est tout à fait représentatif de cet esprit.

La réputation du Massachusetts Institute of Technology n'est plus à faire. La plus vaste « usine de cerveaux » d'Amérique distille derrière ses colonnades ioniques le savoir dont se nourrira le monde des affaires, de pair avec les gouvernements et les institutions universitaires. Professeur de science politique et directeur associé à MIT, Nazli Choucri s'est plus particulièrement attachée à la compréhension des conflits mondiaux résultant de la compétition énergétique, c'est-à-dire de l'accès aux ressources. Elle a dejà publié en 1981 un ouvrage intitulé *International Energy Futures: Petroleum Prices, Power, and Payments*, aux Presses de MIT. Il s'agit, avec ce nouveau titre, de la poursuite d'un projet de recherche à long terme, commencé en 1976, sur ce thème de l'adaptation des économies régionales à la « crise de l'énergie ». Ici, on se penche sur le cas de l'Amérique latine, le continent du mal-développement et de la croissance dans la dépendance.

En évoquant au départ les paramètres à partir desquels il est possible d'approcher la thématique de l'énergie, Mme Choucri ne fait que reprendre à son compte une méthode déjà testée dans les ouvrages de macro-économie: on met en parallèle, notamment, le secteur énergétique dans ses rapports au procès de développement dans son ensemble: en Amérique latine, il faut donc s'attendre à ce que chaque pays ait droit à un traitement comparé, qui indique la taille respective de chaque économie, le fonctionnement de son réseau des transports, grand consommateur de pétrole, et certains mécanismes régulateurs dans le champ de l'énergie, mis en place par les gouvernements. Mais l'analyse est moins serrée qu'on le souhaiterait: il est vraisemblable que la documentation dont se sert Mme Choucri ne recèle que fort peu de contenu à proprement parler « politologique ».

Le retour à « l'économique », entrepris en seconde partie, sert à nouveau de prétexte à une évaluation descriptive de chacun des pays; d'abord les « Géants »: le Brésil, qui domine de loin ses voisins avec un réseau routier et une infrastructure économique moderne, encore qu'insuffisante en regard de la taille de son territoire et de ses potentialités. Un relief complexe a favorisé, dans ce pays, le développement de la route et du camionnage, au détriment des voies fluviales et du train. Cela le rend lourdement dépendant du pétrole importé, tout en rendant possible la croissance, depuis 1954, de PETROBRAS (*Petroleos Brasileiros*), immense consortium de firmes publiques chargées de l'approvisionnement, du transport, du raffinage et de la commercialisation des dérivés du pétrole. Au demeurant, le plus important groupe financier en Amérique latine est un modèle de développement « national », auto-centré, qui a servi d'école à toute une génération de grands techniciens de l'État. Quoique moins grand, le Mexique a vu son modèle de développement affecté par la présence de vastes nappes souterraines sur son territoire comme *off-shore*. On a prétendu faire reposer l'effort d'investissement sur cette ressource, à la faveur du renchérissement du prix du brut. Mais, depuis 1980, le pays s'est endetté au-delà de toute mesure et le nouveau Président Miguel de la Madrid se voit maintenant dans l'obligation de servir à sa Nation une médecine amère, de manière à stabiliser la dette.

Des problèmes de toutes sortes assaillent également l'Argentine, après la malenconreuse chevauchée des Îles Malouines: ici aussi, une balance commerciale déficitaire et une industrialisation précaire déséquilibrent le modèle, de sorte que l'on peut considérer l'ensemble du sous-continent comme une zone de turbulences politiques et d'insécurité économique. De plus, des mécanismes d'intervention présents dans les pays du Nord, de même que des traditions plus « égalitaires », ne sont que peu représentés au Sud, avivant de fait même, conflits et clivages idéologiques. À cet égard, l'horizon plus modeste des « Petits » ne leur épargne aucun des problèmes auxquels sont confrontés les Grands: le Pérou

vit du soutien financier du Fond Monétaire International, réduit ses dépenses et stoppe tous ses plans de développement; la Bolivie tente désespérément son démarrage, sous l'égide d'un régime démocratique de coalition nationale, le Chili se désindustrialise.

Mme Choucri, qui se veut très discrète dans l'évocation d'un tableau pourtant peu réjouissant, accorde par ailleurs beaucoup d'importance à des politiques ponctuelles prenant la forme, du moins dans les discours officiels, de véritables « plans nationaux de développement ». La troisième partie en est pleine, et c'est bien à tort car, dans la majorité des cas, ces énoncés de politique, au Brésil par exemple, ne se sont jamais matérialisés: conçu en 1972 pour entrer en scène à partir de 1974, puis refondu dans le cadre d'un Second Plan, le Plan National de Développement de ce pays prévu pour 1975 est resté lettre morte. On l'a vite enterré dans la fosse d'une lutte à l'inflation qui, rapidement, semble être elle-même devenue le moteur d'une nouvelle inflation, pire que ce qu'on avait jamais vu: 100% en 1981. Au fond, il ne devrait y avoir aucune surprise à cela, quand on pense à la nature de ces économies: leur caractère désarticulé, dualiste. Des pans entiers de l'industrie appartiennent aux corporations transnationales, alors que le capital local, spéculatif, triomphe dans l'immobilier et l'agro-capitalisme. Ces données expliquent la sous-capitalisation d'appareils productifs qui n'accèdent pas au stade du capitalisme monopoliste, mais qui utilisent l'inflation de manière « structurelle », pour abattre le passif des emprunteurs. Mais cette nuance échappe manifestement à Mme Choucri, qui se contente d'aborder, sur un ton essentiellement formaliste, en quatrième et dernière partie, les instruments de l'entraide internationale dont le financement par les grandes agences: Banque Mondiale et autres, les accords bilatéraux et, encore une fois, des déclarations d'intention. On a l'impression qu'elle n'a pas saisi la conjoncture extrêmement pénible dans laquelle se débattent à l'heure actuelle ces sociétés. Si des sacrifices doivent être faits pour rétablir un semblant d'équilibre dans les relations qui lient l'Amérique latine au reste du monde développé, il est évident que des mesures drastiques devront être prises, elle omet de dire que cela se fera au prix de la paralysie de secteurs entiers de l'économie, de l'abandon définitif des projets de développement social et politique et d'une crise sociale qu'on aura de plus en plus de mal à contrôler.

Comme tant d'ouvrages sur l'énergie, celui-ci a les mérites et les défauts du genre: il isole la variable « énergie » et décrit avec soin le contexte macro-économique qui l'environne, à l'avantage des chercheurs, mais il évacue trop rapidement l'unité du discours et les enjeux en termes de développement qui, dans l'esprit de Mme Choucri comme des autres chercheurs sur la question, n'auraient jamais dû cesser d'être évidents et surtout « palpables ».

Michel DUQUETTE

Département de science politique
Université McGill

PEARCE, Jenny. *Under the Eagle: U.S. Intervention in Central America and the Caribbean*. London, Latin American Bureau, 1981. 286 p.

Pendant quelques mois, récemment, le Salvador avait quitté les manchettes des journaux pour regagner l'obscurité des périodes au cours desquelles se préparent souvent les grands bouleversements historiques. Avec le voyage de Jean-Paul II, ce pays et toute la région viennent brusquement de revenir sous le feu des projecteurs de l'actualité. L'occasion peut être bonne de rendre compte ici de la parution de l'ouvrage que Jenny Pearce consacre à l'étude de la domination « étatsunienne » sur l'Amérique centrale et les Caraïbes. Cette partie du monde a en effet depuis fort longtemps occupé une place toute particulière dans les intérêts économiques et stratégiques des États-Unis. Comme on le répète à outrance, l'Amérique centrale est dans l'arrière-cour américaine (le Président Reagan rappelait ces jours derniers que le Salvador est plus près des États-Unis que le Texas du Massachusetts) et du fait de la puissance impériale américaine, les États-Unis y sont un